



INFCC compensation
carbone

État des lieux de la compensation carbone vue de France

ÉDITION 2023
SUR LES DONNÉES 2022

Qu'est-ce que la plateforme



Info Compensation Carbone est une plateforme d'information en ligne sur la compensation carbone volontaire, soutenue par l'ADEME.

L'objectif d'Info Compensation Carbone (InfoCC) est d'informer et de conseiller de manière neutre tous les utilisateurs potentiels de la compensation / contribution carbone. InfoCC participe à la diffusion des bonnes pratiques, tant du côté de l'offre que de la demande et met à disposition des supports pédagogiques accessibles à toutes et tous. La plateforme favorise ainsi un développement plus cohérent et plus responsable de la dynamique carbone volontaire en France.

www.info-compensation-carbone.com

 [@infos_cc](https://twitter.com/infos_cc)

 [Info Compensation Carbone](https://www.linkedin.com/company/info-compensation-carbone)

Info Compensation Carbone est une initiative portée par le Geres et soutenue par l'Ademe



Qu'est-ce que cet état des lieux ?

Dans le cadre de son travail pour donner de la clarté et de la transparence à la compensation / contribution carbone volontaire, InfoCC publie annuellement un état des lieux de ces activités en France. Cette publication vise à **donner des informations quantitatives et qualitatives sur l'état du marché**, notamment en recensant et qualifiant les crédits carbone développés en France ou vendus par des opérateurs français.

Cette nouvelle édition s'intéresse à l'année 2022. Les données ont été collectées auprès des opérateurs français de la compensation/contribution carbone volontaire, c'est-à-dire les organisations (entreprises et associations) qui proposent des crédits carbone (ou produits équivalents) à la vente. Ils ont été consultés via des entretiens qualitatifs et un questionnaire standardisé. Les réponses ont été recueillies entre mai et juillet 2023 et sont conservées anonymes pour des raisons de confidentialité.

Précision : les ventes y sont indiquées indifféremment en « crédits » ou « tonnes eqCO₂ » pour « équivalent en tonnes de CO₂ », qui est la valeur de référence.

Remerciements

Nous remercions les opérateurs de la compensation carbone ayant participé à l'étude. Ceux-ci sont présentés en détails dans la section « Opérateurs » de cette étude et visibles sur notre annuaire en ligne.

Un remerciement particulier à Fransylva pour sa collaboration dans le cadre de l'enquête dédiée au financement des projets forestiers du Label bas-carbone dont les résultats ont été inclus dans notre publication.

Un remerciement également à Tara L'Horty et Philippe Delacote (Directeur de recherche - INRAE), de la Chaire Économie du Climat de Dauphine - PSL, pour leur intérêt relatif à ce travail et leurs conseils afin de continuer à améliorer ce dispositif.

Sommaire

02	QU'EST-CE QUE CET ÉTAT DES LIEUX ?
SYNTHÈSE	05
06	BILAN CHIFFRÉ DE L'ANNÉE 2022
ANALYSE DES CRÉDITS VENDUS EN 2022	07
10	GROS PLAN SUR LE LABEL BAS CARBONE
ANALYSE DU MARCHÉ DE LA COMPENSATION CARBONE	14
19	CONCLUSION
ANNEXES DONNÉES BRUTES	20

Synthèse

Un marché qui poursuit sa progression

Cette année encore, on constate un développement continu du marché de la compensation/contribution carbone volontaire. Le nombre d'acteurs sur le marché vendant des crédits carbone a augmenté en 2022 et le nombre de participants à notre enquête est passé de 22 à 28.

Notre étude s'intéresse aux acteurs présents sur le marché français mais intègre des ventes à des acheteurs internationaux. Cela nous permet à la fois de présenter des données chiffrées sur un échantillon complet du marché mondial et d'en extraire des données plus précises à l'échelle de la France. C'est pour clarifier ce parti pris que nous avons cette année rectifié le nom de cette publication en Etat des lieux de la compensation carbone vue de France

Au global, le total de crédits intégrés dans notre étude a augmenté de 31% entre l'édition 2022 et 2023 (de 30 à 40 millions de tonnes eqCO₂ environ). A périmètre de répondants constant (soit en considérant uniquement le groupe des opérateurs interrogés sur les deux éditions), le nombre de crédits vendus a augmenté de 26%.

Cette croissance est encore plus importante en ce qui concerne les « crédits » du Label bas-carbone avec une hausse de 230%. Cette forte augmentation peut s'expliquer en partie par l'obligation de compensation des vols domestiques dans la loi Climat et résilience, qui a contribué à stimuler la demande en crédits en France. Cette tendance va probablement se poursuivre, compte tenu de la forte augmentation du nombre de projets labellisés constatée par le Ministère de la Transition écologique.

Si certaines collectivités ainsi que quelques particuliers achètent des crédits, la finance carbone demeure un mécanisme avant tout mobilisé par les entreprises : cela se vérifie tant en nombre de clients (93% du total sur notre périmètre) qu'en valeur (99%).

Un prix moyen à la tonne eqCO₂ qui grimpe sans exploser

Le prix moyen des crédits vendus a nettement augmenté entre nos deux études, tout en demeurant dans le même ordre de grandeur. Sur notre échantillon, les crédits ont été vendus à en moyenne à 6,1 €/t eqCO₂ (contre 4,6 € en 2021). Comme les années précédentes, ce montant cache des disparités importantes entre des prix de vente qui dépendent grandement de la localisation, de la labellisation et de la nature des activités.

On observe par exemple un prix de vente moyen pour le Label bas carbone de 33€/t eqCO₂. Un montant qui permet d'assurer un meilleur taux de financement pour les porteurs de projets, alors que les attendus de qualité augmentent, mais qui constitue encore un frein à la vente auprès de certaines entreprises.

Vers l'émergence de certifications alternatives ?

Une écrasante majorité des crédits vendus dans le périmètre de notre étude sont issus des standards historiques de la finance carbone (Verra, Gold Standard et dans une moindre mesure Clean Development Mechanism). Cependant, près d'un tiers des acteurs commencent à proposer des labels, certifications ou autres types de garanties alternatives pour pallier certaines limites perçues de ces standards. On peut citer les problématiques suivantes :

- Certaines pratiques (notamment des expérimentations innovantes ou des projets très locaux) ne font pas l'objet de méthodologies dans les standards conventionnels.
- Les coûts du processus de certification des standards internationaux sont parfois un obstacle trop important pour les porteurs de projets notamment plus modestes, qui se détournent alors de la finance carbone

Des méthodologies indépendantes se développent pour quantifier et valoriser les impacts des projets pour lesquels les standards existants ne sont pas toujours adaptés. Elles sont la plupart du temps « vérifiées » par un bureau d'étude tiers, ce qui ne fait toutefois pas de ces unités des crédits carbone, tels qu'ils sont définis par l'International Carbon Reduction and Offsetting Accreditation (ICROA).

Bilan chiffré de l'année 2022

Ensemble des crédits vendus par les opérateurs interrogés

40 314 903

tonnes de CO₂ vendues dans le monde*

Un montant total supérieur à

245 000 000 €

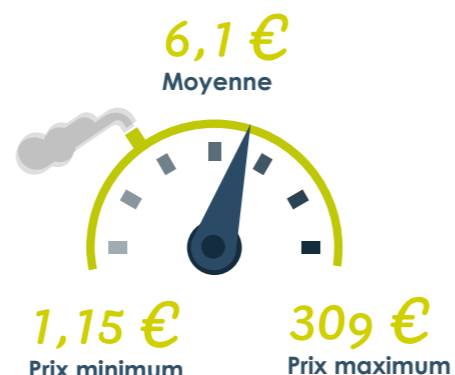
achetés par

8 242 clients

vendus par

28 opérateurs différents

Prix des crédits (en € / tonne de CO₂eq)



La compensation carbone en France

Acheteurs français

7 722 000 tonnes eqCO₂ vendues à des acheteurs français (soit un peu moins de 20% des crédits couverts par l'étude), à plus de 900 clients différents.

Projets français

Au total **624 000** crédits vendus sont issus de projets sur le territoire français (soit 2% des crédits couverts par l'étude). **567 000** tonnes vendues ou pré-vendues dans le cadre du Label bas carbone à un prix moyen de **33€**.



Les projets d'énergies renouvelables et projets forestiers loin devant les autres secteurs

Au total, **82%** des crédits vendus sont issus soit du domaine des énergies renouvelables (55%, avec des projets de grande taille qui portent la croissance de ce chiffre), soit des projets forestiers (27%). L'an passé ces deux secteurs représentaient une part plus importante du volume du marché (88%).

	Nombre de tonnes eqCO ₂ vendues	Prix moyen
Énergies renouvelables	22 177 553	3,9 €
Reforestation, afforestation, protection de la forêt	10 896 793	8,5 €
Équipements domestique	4 248 749	8,9 €
Autre	2 991 808	16,5 €

La domination des standards historiques s'effrite sur le marché

54% (contre 97% en 2021) des crédits vendus sont issus de projets labellisés par l'un des trois labels Gold Standard, Verified Carbon Standard ou Clean Development Mechanism. La fin du CDM ou la montée en puissance des certifications propres figurent vraisemblablement parmi les facteurs explicatifs de cette évolution.

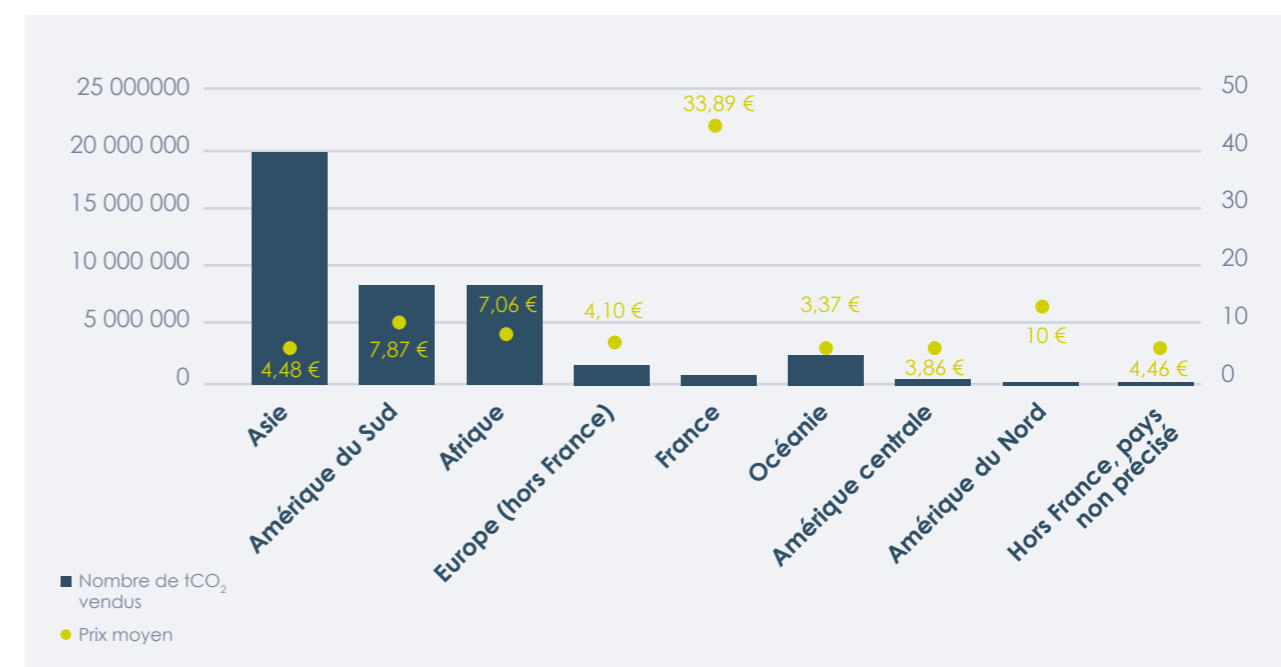
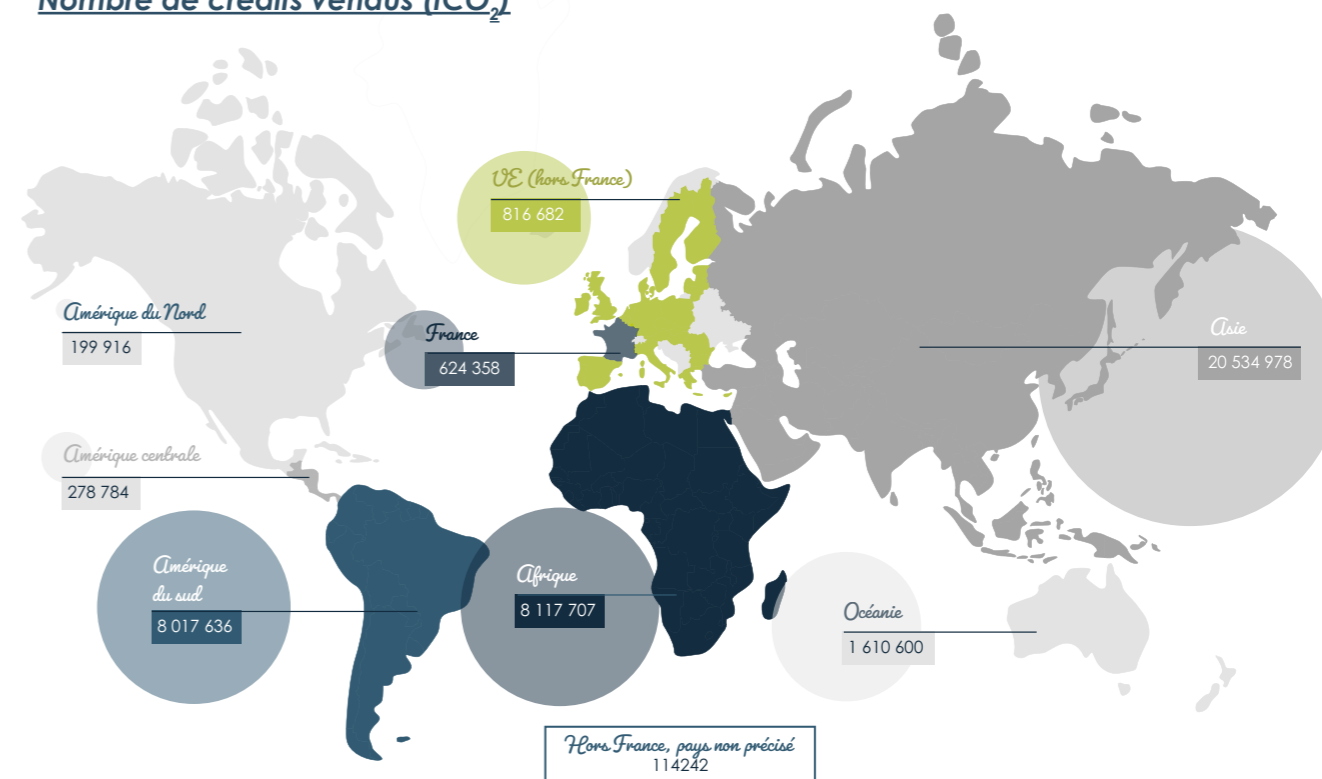
	Nombre de tonnes eqCO ₂	Prix moyen
VERRA	14 591 727	5,85 €
Gold Standard	6 598 454	6,74 €
CDM	716 502	4,62 €



Analyse des crédits vendus en 2022 Par localisation des projets

Certains opérateurs n'ont pas souhaité fournir d'information concernant l'origine géographique des projets. La synthèse est donc réalisée sur la base des informations communiquées.

Nombre de crédits vendus (tCO₂)

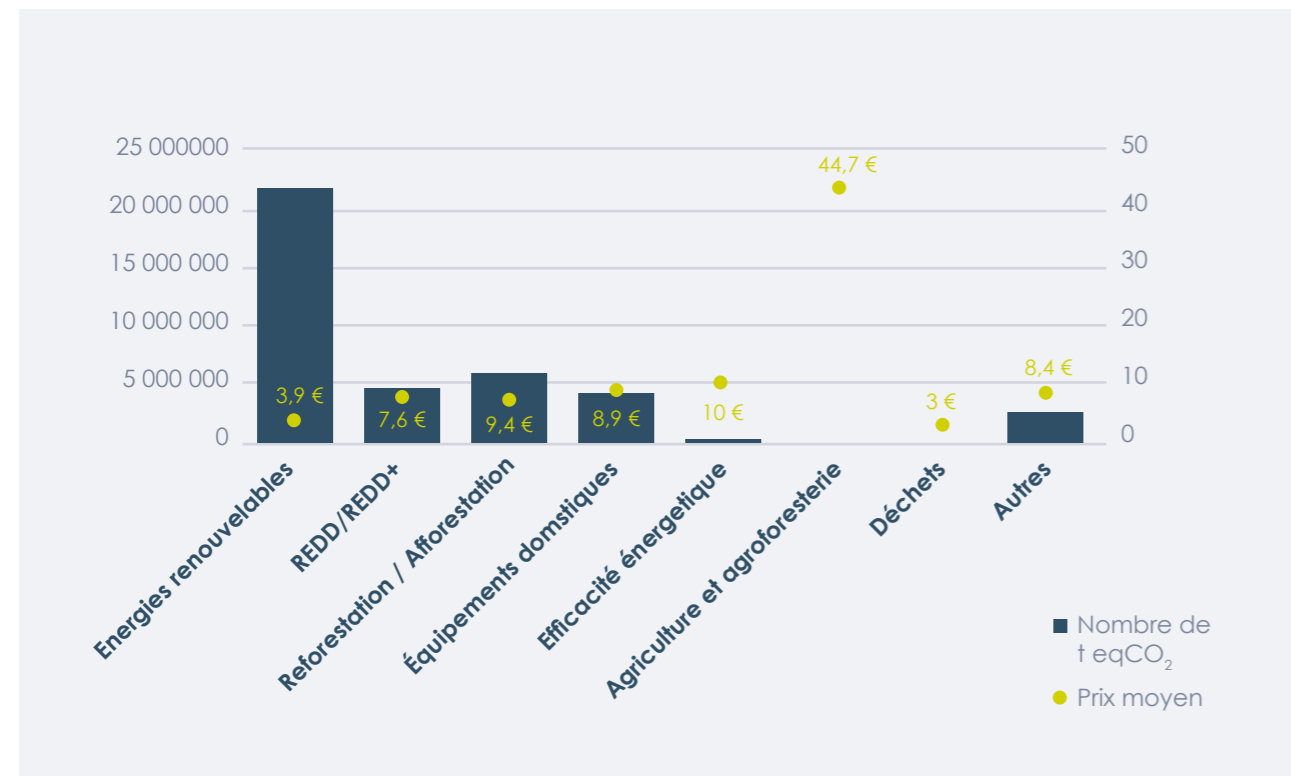
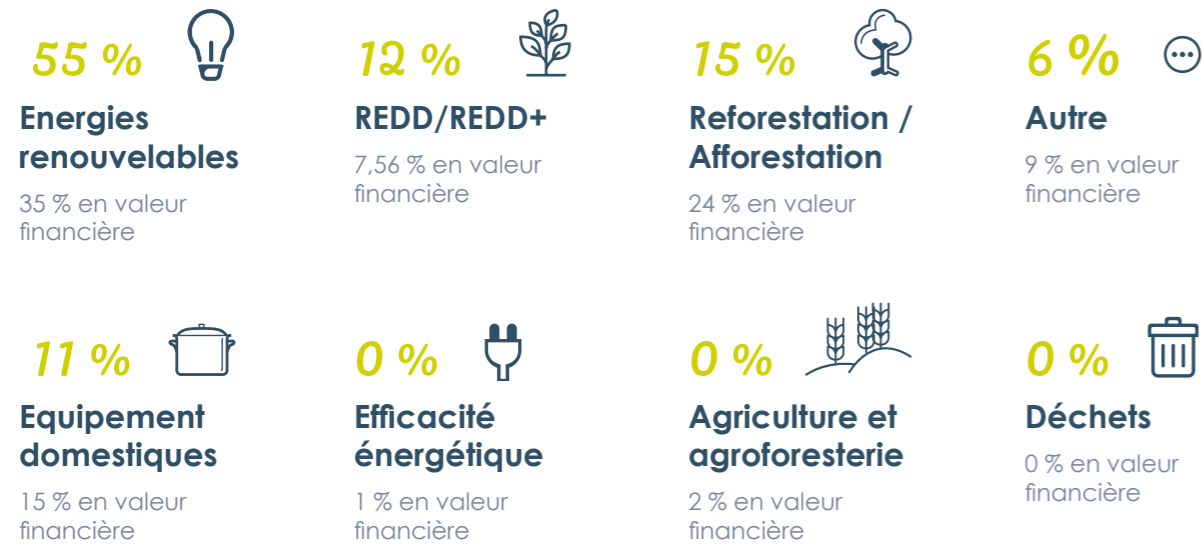


Il convient d'observer ce graphique avec prudence, notamment pour ce qui concerne les crédits provenant des autres régions du « Nord ». Les valeurs constatées ici ne signifient pas qu'il n'y existe pas de crédits à prix équivalents à ceux produits en France – mais ils sont vraisemblablement vendus « sur place » et pas exportés.

Analyse des crédits vendus en 2022

Par type de projets

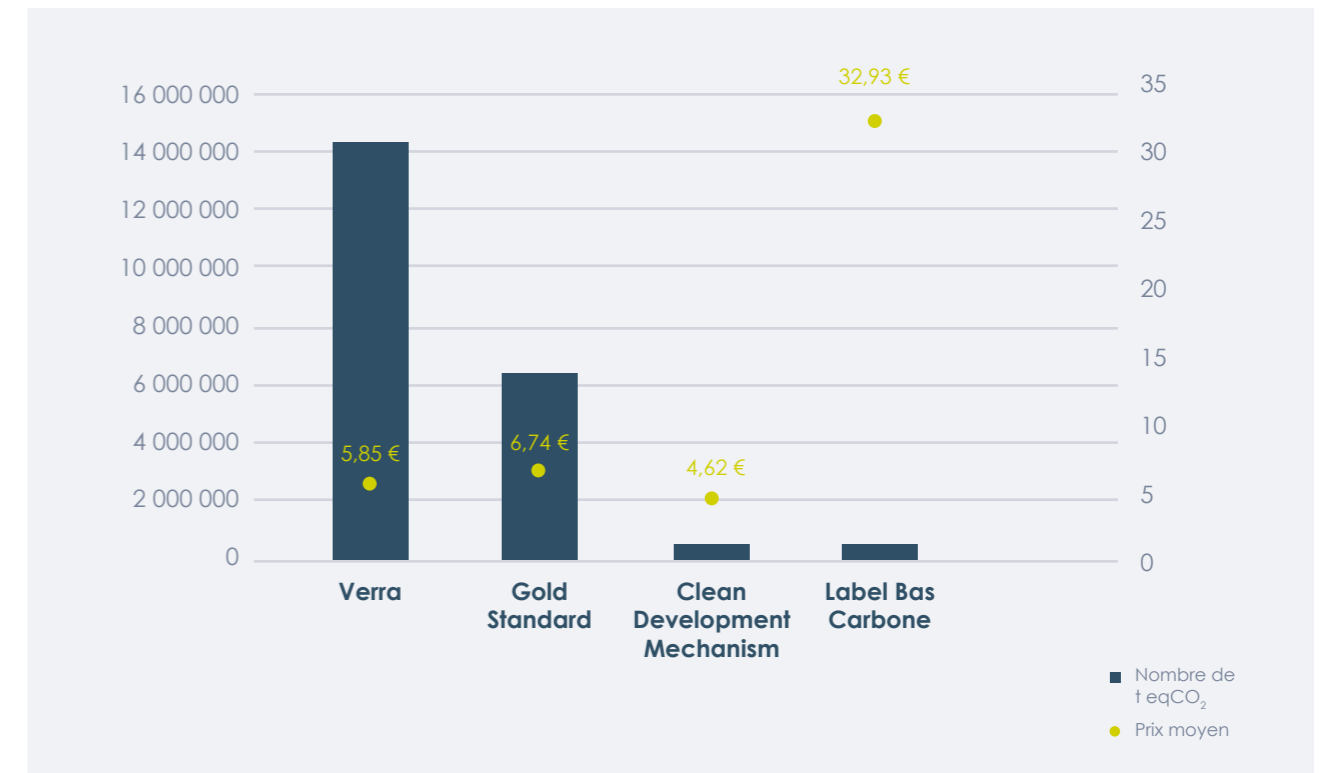
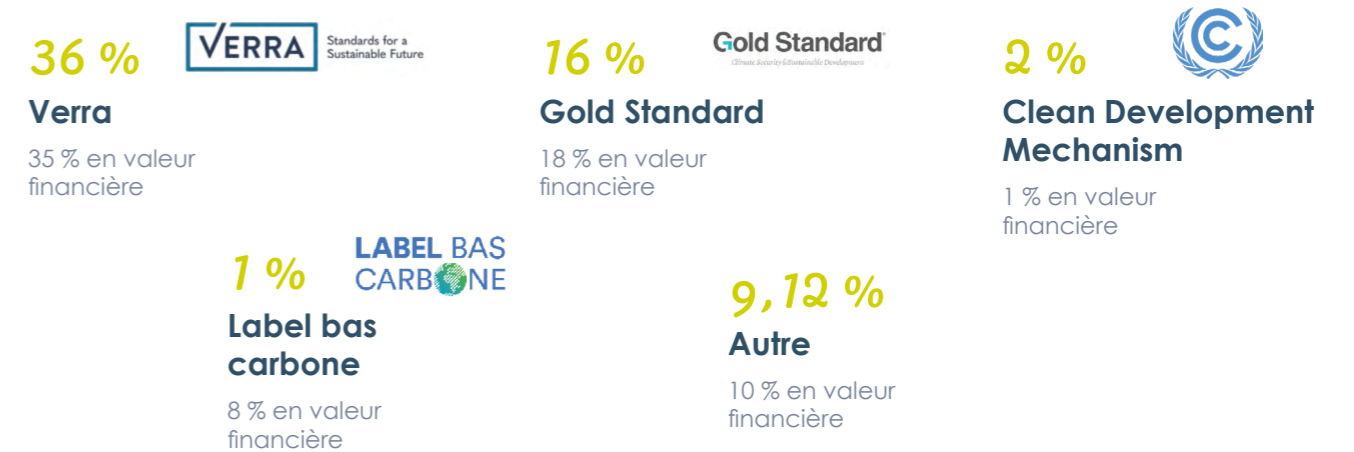
Nombre de crédits vendus (tCO₂e), pourcentage du total



Analyse des crédits vendus en 2022

Par type de certification

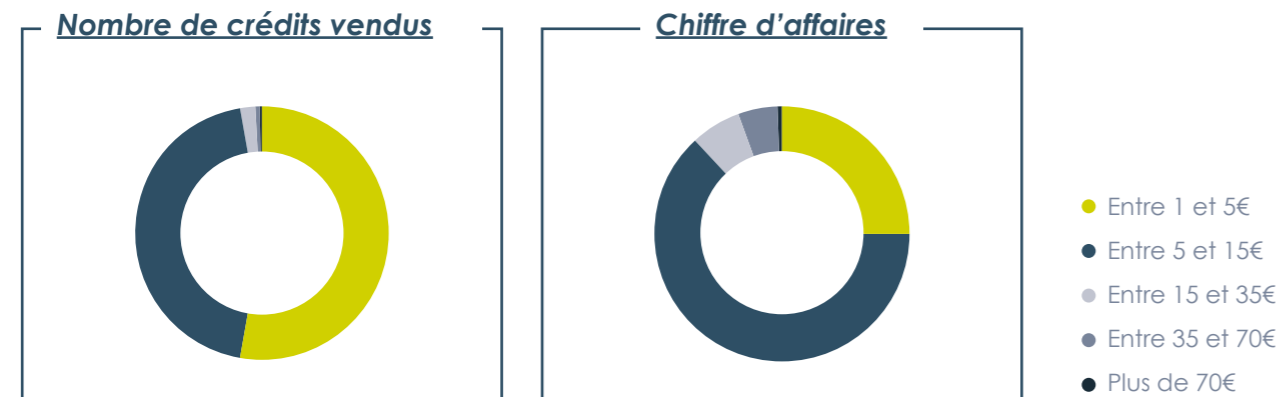
Cette année, constatant que près d'un tiers des opérateurs indiquent proposer un label interne ou travailler sur son développement, nous avons fait le choix de créer une nouvelle catégorie comptabilisant les crédits issus de certifications propres. Celle-ci ne représente pour le moment que 0,12% des crédits vendus (1% en valeur financière) et n'est donc pas représentée dans le graphique ci-dessous. La catégorie «Autre» ci-dessous (distincte de la précédente) intègre le reste des crédits déclarés comme disposant d'une certification (sans nécessairement que soit précisée laquelle). Enfin il faut noter que pour 35% des crédits, nous ne disposons pas d'information concernant la labellisation des projets



Pour une présentation du [Label bas-carbone](#) et des différents [standards internationaux](#), rendez-vous sur la [plateforme Info Compensation Carbone](#).

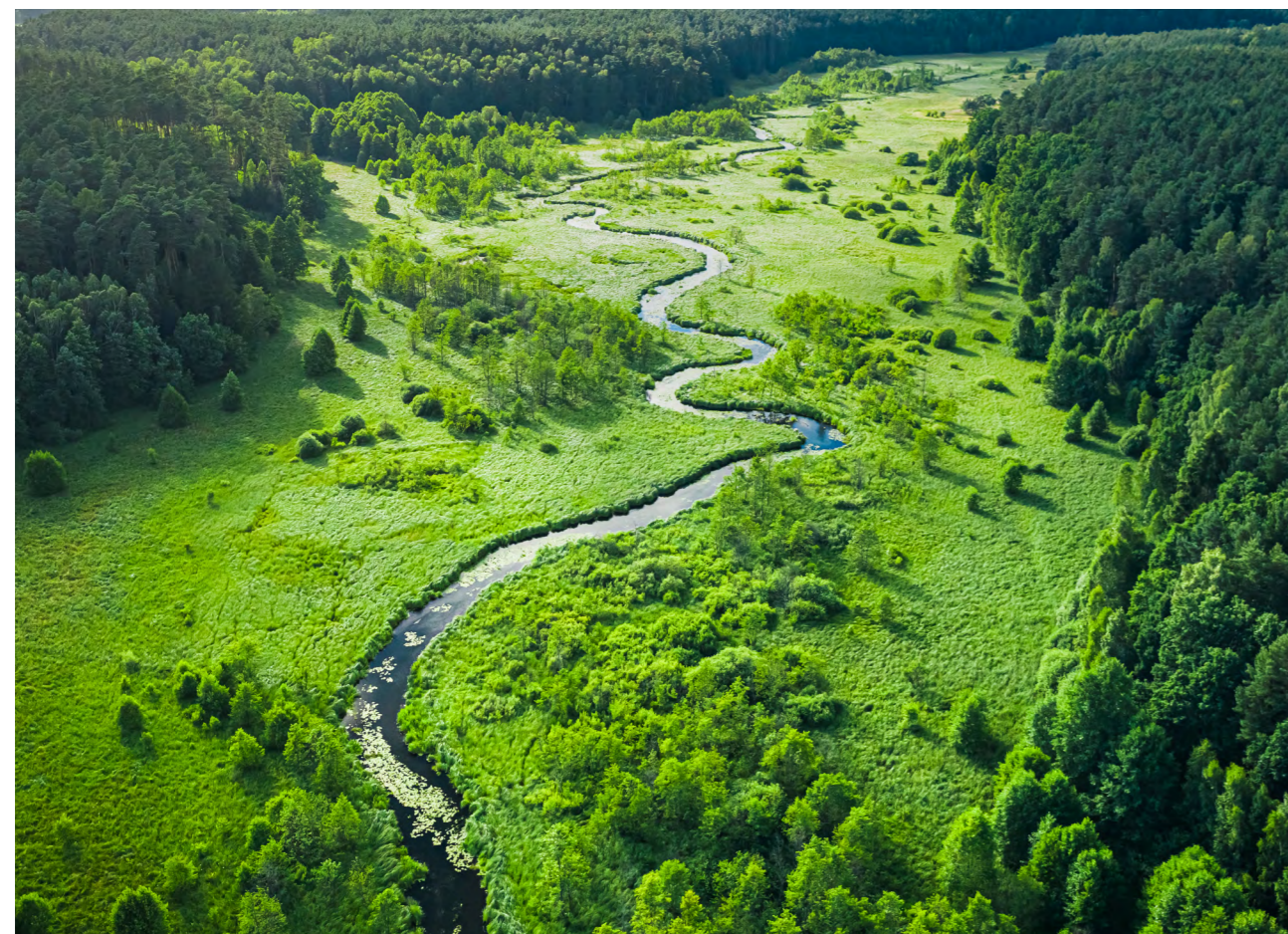
Analyse des crédits vendus en 2022

Par niveau de prix/t eqCO₂



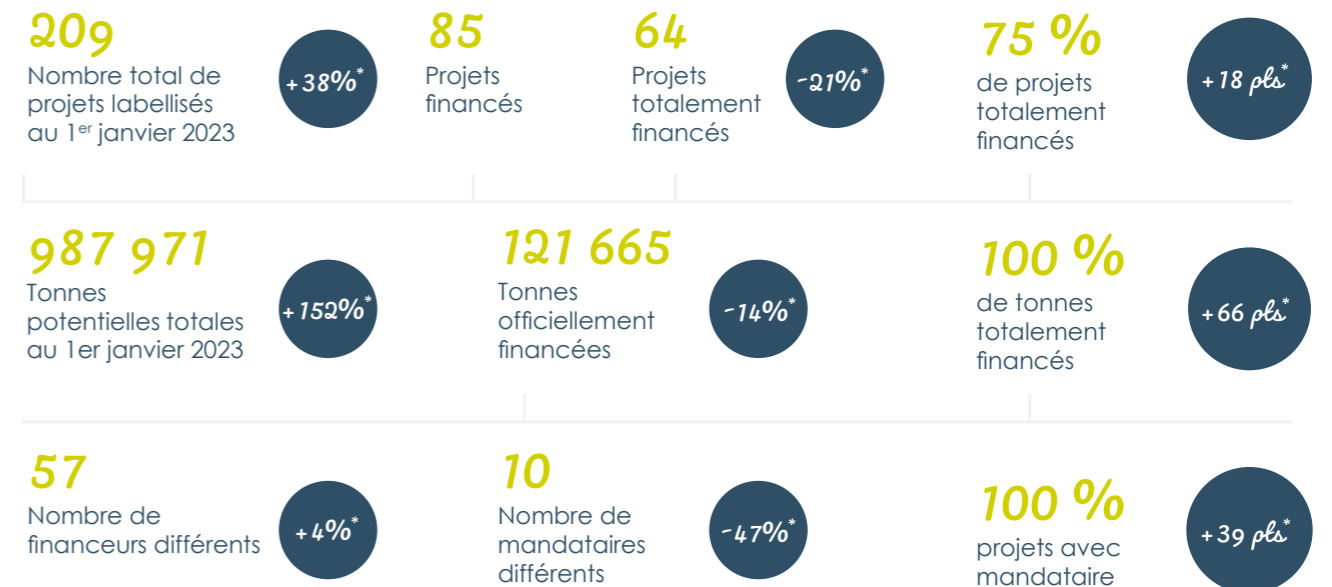
Une répartition du nombre de crédits vendus par paliers de prix permet de mieux percevoir le volume significatif des crédits dont la tonne eqCO₂ peut être considérée comme "bon marché", puisque plus de la moitié des 40 millions de crédits tracés dans notre enquête ont un prix de vente inférieur à 5€, la médiane se situant à 4,4€/t eqCO₂. Ceux vendus à 15€ ou plus ne représentent que 2,5% du volume total (mais 11,5% en valeur).

Pour une présentation du [Label bas-carbone](#) et des différents [standards internationaux](#), rendez-vous sur la plateforme [Info Compensation Carbone](#).

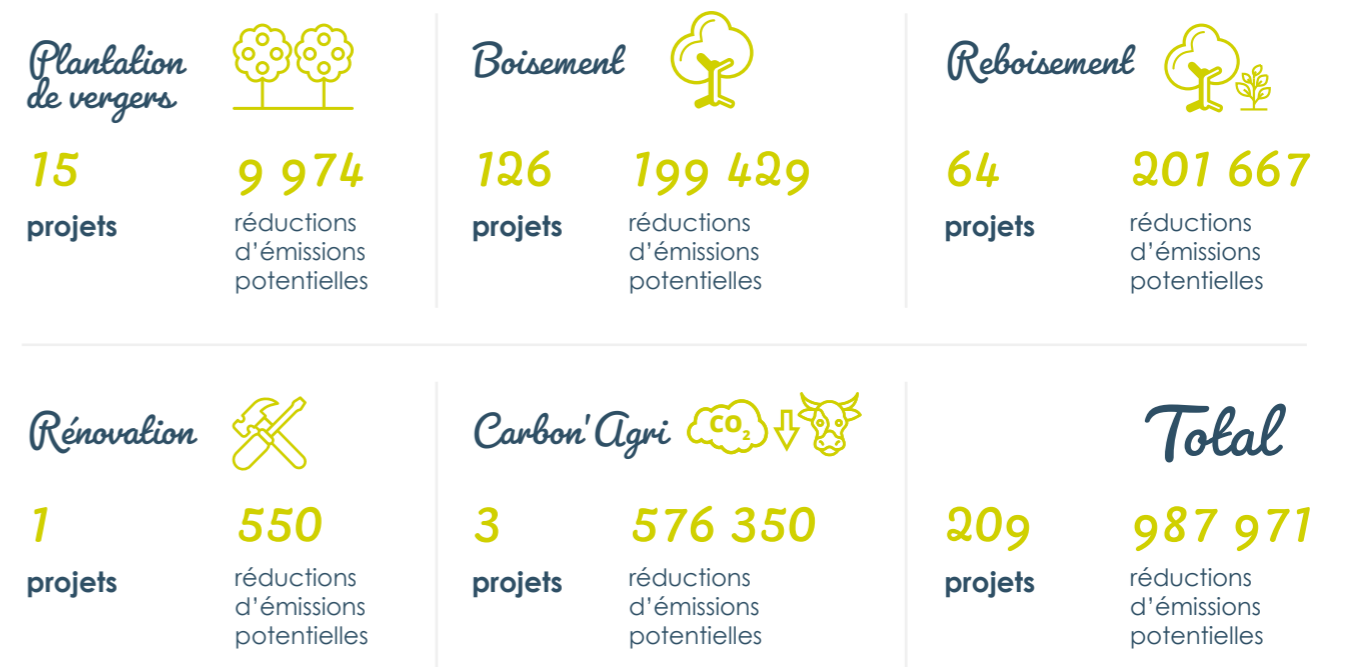


Gros plan sur le Label bas-carbone

Chiffres clés



Répartition de l'ensemble des projets labellisés sur l'année 2022 par méthodes mobilisées



Données tirées du tableau « Liste des projets labellisés et de leur état de financement » au 1^{er} janvier 2023. Attention, les données de ce tableau ne peuvent être directement comparées aux déclarations des opérateurs, car ceux-ci intègrent dans leur chiffre des préventes de réduction d'émissions issues de projets en cours de labellisation.

Les méthodes

13 Méthodes approuvées

3 méthodes forestières

Boisement, Reconstitution de peuplements forestiers dégradés, Balivage (conversion de taillis bien venants en futaies sur souche)

6 méthodes agricoles

Carbon Agri (polyculture-élevage bovin), Haies (gestion durable dont plantation de haies), Plantation de vergers, Grandes Cultures, Gestion des intrants, Amélioration de l'alimentation des bovins

2 méthode bâtiment

Rénovation des bâtiments (avec utilisation de matériaux réutilisés ou de matériaux bas-carbone)

1 méthode transport

Tiers-lieux (réductions des déplacements des télétravailleurs salariés en zone peu denses)

1 méthode marine

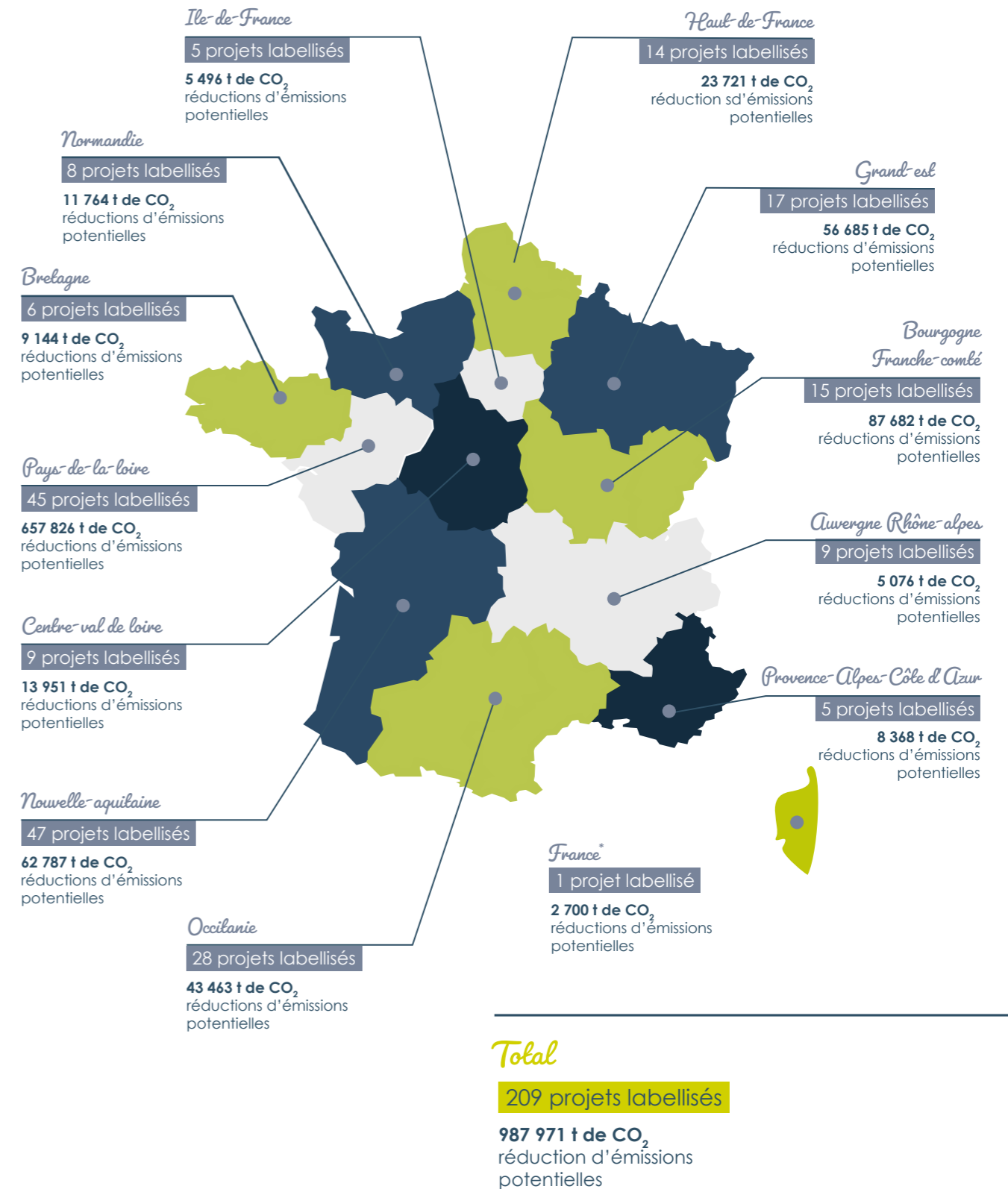
«Herbiers de Posidonie» (valorisation du stockage de carbone séquestré au sein des herbiers de posidonie subissant des dégradations dues aux ancrages sur la façade méditerranéenne)

LABEL BAS CARBONE

D'autres méthodes en projet

- Amélioration de peuplements en impasse sylvicole
- Plantation d'arbres en ville
- Préservation des vieilles forêts/îlots de sénescence - Restauration des terres agricoles dégradées en Guyane
- Sylviculture à couvert continu/futaie irrégulière/allongement des cycles de production
- Mangroves
- Méthodologie pour la conservation et la restauration des herbiers de zostères
- Restauration des prairies/milieux ouverts
- Restauration des tourbières
- Agroforesterie (haies intraparcellaires)
- Captation CO₂ biogénique
- Plantes à parfum
- Production d'algues pour substitution d'engrais ammonitrés et production de bioplastiques
- Plans de mobilité durable
- Remplacement de véhicules thermiques par des triporteurs ou vélo-cargo
- Verdissement des poids lourds
- Reconditionnement des appareils électroniques

Répartition géographique des projets labellisés sur l'année 2022

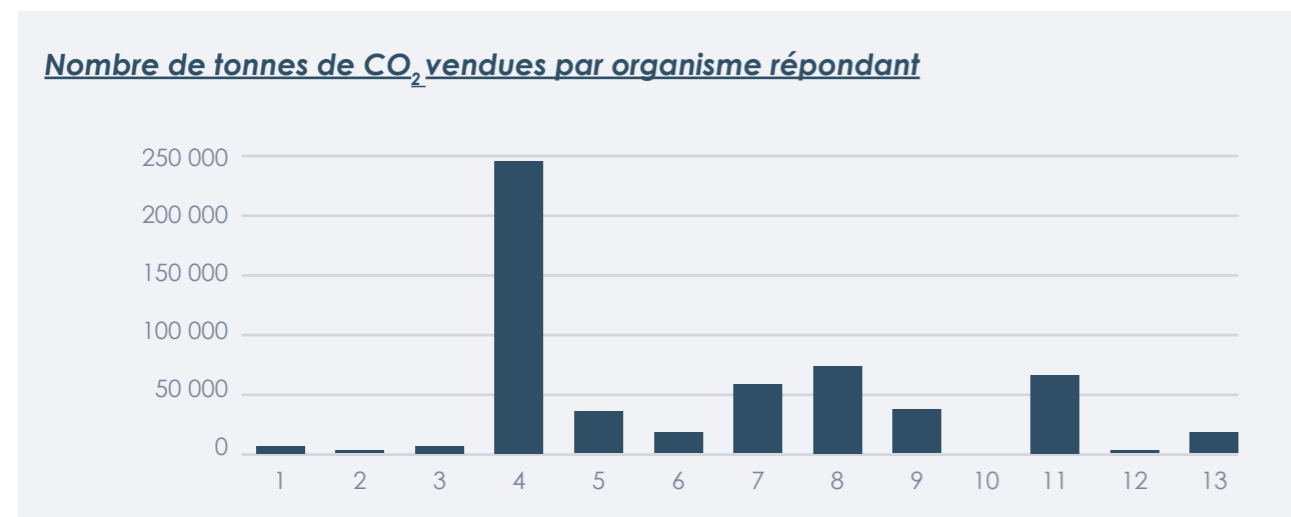


*Les projets CarbonAgri notamment peuvent s'étendre sur plusieurs régions simultanément.

Focus

Prix du carbone forestier dans le cadre du Label bas-carbone¹

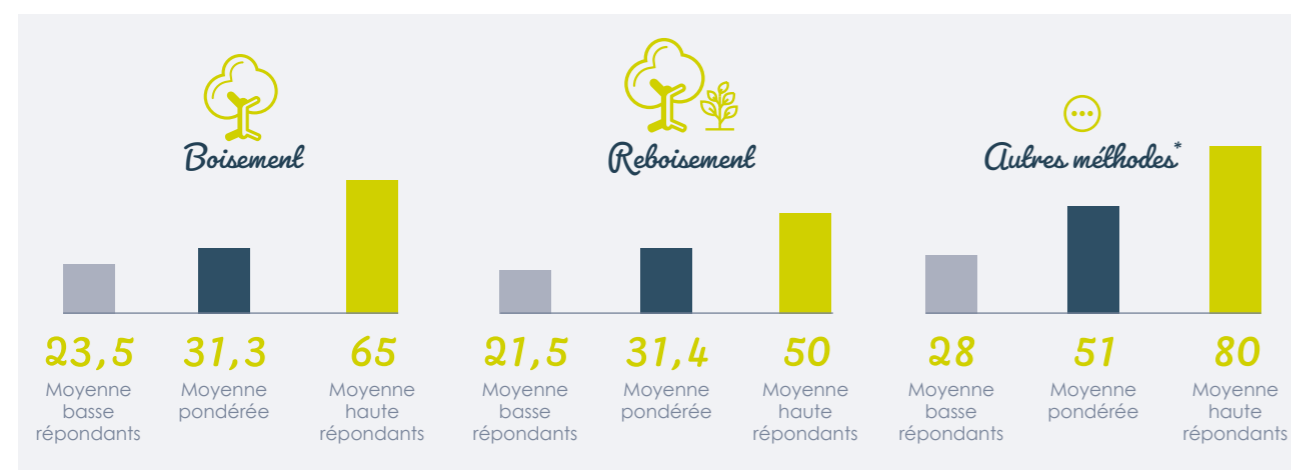
Sur les 13 organismes sollicités dans le cadre de ce sondage spécifique, 12 ont communiqué leurs chiffres de ventes en 2022. On atteint un total de 538 808 tonnes eqCO₂ vendues. En parallèle du Label bas-carbone, deux acteurs ont déclaré des projets avec une certification propre et/ou sans certification.



Comme un seul répondant représente près de la moitié du volume analysé, il convient d'être très prudent dans la généralisation des différentes données calculées ci-après. Ainsi, les prix minimum et maximum indiqués ci-dessous peuvent se révéler assez trompeurs, la valeur médiane ne se situant qu'à 23,6€/t eqCO₂.

Prix (TTC) de la tonne de carbone en €

Cette année encore, aucun projet de balivage de taillis en futaie sur souche n'a été rapporté par les organismes ayant répondu à l'enquête, les prix se basent donc sur les projets de boisement ou de reboisement.

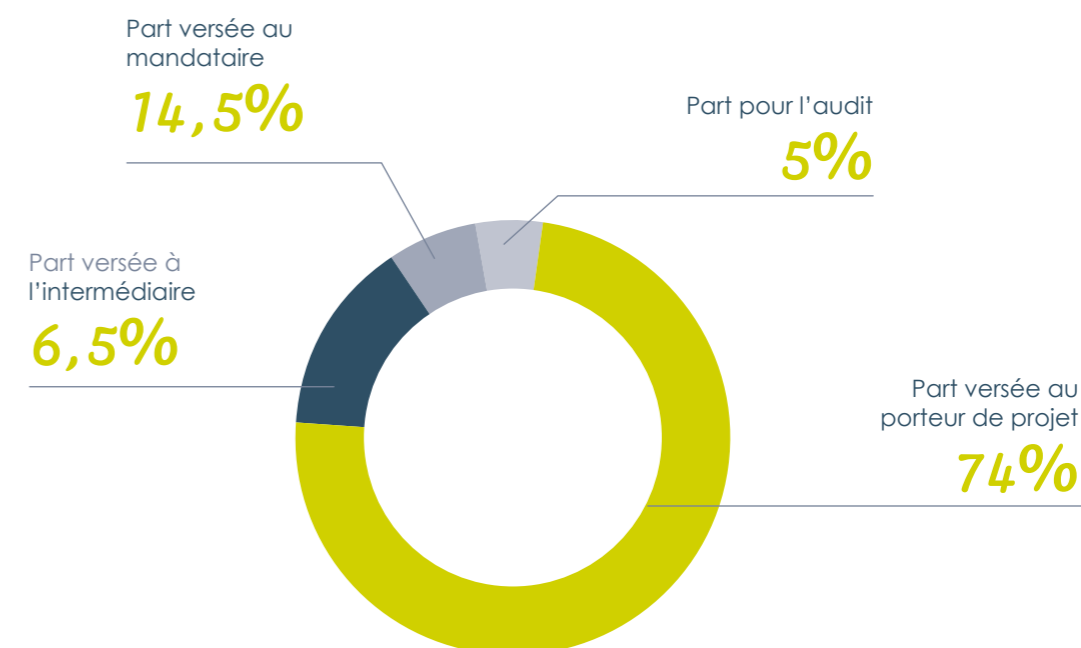


Les données ci-dessus sont compilées à partir des valeurs renseignées par les répondants, en réalité le prix de la tonne eqCO₂ connaît une forte variabilité en fonction du projet (surface, co-bénéfices environnementaux, coût du projet, ...). Ces chiffres sont à considérer comme des estimations – d'autant plus qu'en raison d'informations partielles, ils ont été calculés en complétant à partir de données

renseignées ailleurs dans l'enquête. Par rapport à 2021, ils indiquent une baisse du prix la moyenne pondérée de la tonne eqCO₂, un constat plus significatif dans le cas de la méthode reboisement. Enfin, on peut comparer les moyennes pondérées calculées ici au prix moyen à la tonne de l'ensemble des crédits forestiers issus de projets situés en France, qui atteint 48,3€.

Caractéristiques de financement des projets

L'enquête permet d'estimer la part moyenne dédiée à chaque acteur d'un projet forestier. La part versée au porteur de projet peut s'élever significativement au-dessus de la moyenne observée : jusqu'à 85% pour certains projets.



Par rapport au focus forestier 2022, on constate que le taux moyen auquel sont financés les travaux des projets forestiers gagne 2 points.

À quel taux en moyenne les travaux forestiers sont-ils financés ?

65%

Si les projets sont préfinancés avant les travaux, à quel taux en moyenne ?

47%

Un dernier élément renseigné par l'enquête concerne les niveaux limites (volume trop bas, prix trop haut) pour pouvoir raisonnablement accéder au marché. Il est à noter que pour le volume minimum, la moyenne résulte de seulement 5 réponses (mais assez homogènes).

Volume en-deçà duquel il est difficile de vendre des crédits de projets forestiers ? (tonnes eqCO₂)

359

Prix à partir duquel il est difficile de vendre des crédits de projets forestiers ? (€/t eqCO₂)

48

¹ Consultation menée simultanément à l'enquête d'InfoCC auprès des organismes identifiés par Fransylva comme potentiellement vendeurs de crédits carbone forestiers LBC (à noter qu'une minorité d'acteurs a répertorié une petite minorité de projets non-LBC).

* Hors Label bas-carbone, deux opérateurs ont renseigné des projets en "conservation de puits de carbone" et "conservation des écosystèmes sensibles".

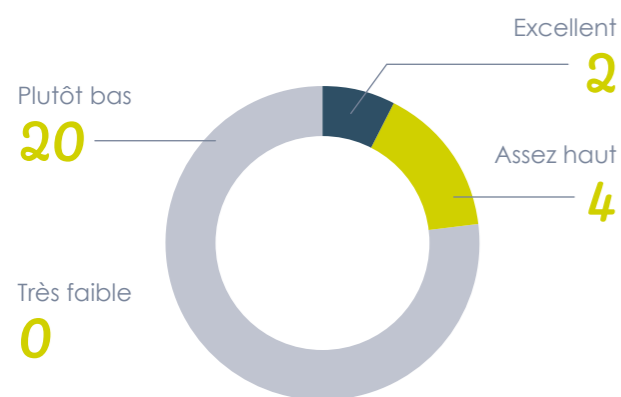
Analyse du marché de la compensation carbone

Dans cette partie est proposée une restitution des réponses des opérateurs aux questions qualitatives qui leur ont été posées lors de cette enquête.

État du marché du carbone volontaire

Image et niveau de confiance sur le marché

Selon vous, de quel niveau de confiance jouit le Marché Carbone Volontaire (MVC) actuellement ?



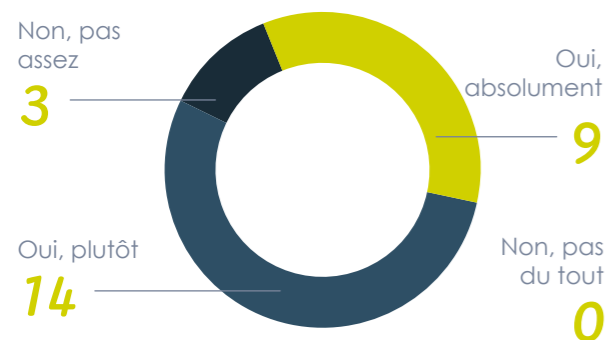
Une grande majorité des opérateurs jugent que le marché du carbone volontaire jouit d'un niveau de confiance plutôt bas, notamment du fait des scandales récents comme celui des crédits « fantômes », révélé par le Guardian, en janvier 2023. Le critère de l'additionnalité est régulièrement remis en question pour certaines activités dont les coûts ont drastiquement baissé depuis plusieurs années.

S'agissant du marché volontaire, son image peut aussi être pénalisée par les pratiques de certains financeurs, qui manquent de transparence voire de sincérité en ce qui concerne leur démarche carbone globale. Typiquement, lorsqu'ils n'ont pas de réelle stratégie de réduction et qu'ils continuent par exemple à revendiquer une neutralité carbone après l'achat de crédits.

Pour autant, toutes ces difficultés ont encouragé les acteurs et les différents standards à rehausser leur niveau d'exigence et de vérification.

Efficacité du MVC dans l'action climatique

Vous-mêmes, pensez-vous que le MVC contribue efficacement à la lutte contre le changement climatique ?



Sur la capacité du marché carbone volontaire à s'inscrire dans la lutte contre le changement climatique, les interrogés répondent largement qu'il y participe, malgré les abus et scandales évoqués ci-dessus. La distinction entre contribution et compensation est de plus en plus perçue comme utile pour limiter le mauvais usage consistant à afficher sur le même plan les efforts et engagements de réduction, et la contribution à des projets tiers, notamment via l'achat de crédits carbone. 85% des opérateurs s'étant exprimé penchent pour la généralisation progressive du mot « contribution », au lieu de « compensation ».

Pour autant, il est rappelé par plusieurs acteurs que la priorité doit être de changer les pratiques et pas simplement la sémantique. Certains répondants considèrent par ailleurs qu'il faudrait passer à une certification des opérateurs plutôt que des crédits, le mécanisme actuel étant perçu comme un obstacle à la massification des projets.

² 27 des 28 des structures interrogées ont répondu aux questions suivantes concernant le marché de la compensation carbone et les besoins de leurs partenaires (porteurs de projets et financeurs).

Distinction entre compensation et contribution selon la Net Zero Initiative* :

- La compensation carbone est le terme générique qui a été employé historiquement en référence aux trois étapes théoriques de l'action carbone : « Mesurer, Réduire, Compenser ». Mais la dimension physiquement discutable du concept et le biais psychologique qu'il induit pour les acheteurs (croyance en la possibilité d'une « annulation » du problème climatique à peu de frais, etc.) ont conduit à un questionnement sur le vocabulaire adéquat à employer pour décrire ce mécanisme.
- La contribution carbone désigne le financement de projets bas carbone en dehors de la chaîne de valeur d'une entreprise. Elle est considérée comme utile pour la collectivité car elle contribue au financement de l'atténuation et à la préservation ou au développement des puits de carbone, pour des projets qui ne parviendraient pas nécessairement à se développer sans aide extérieure.

Valorisation des crédits carbone

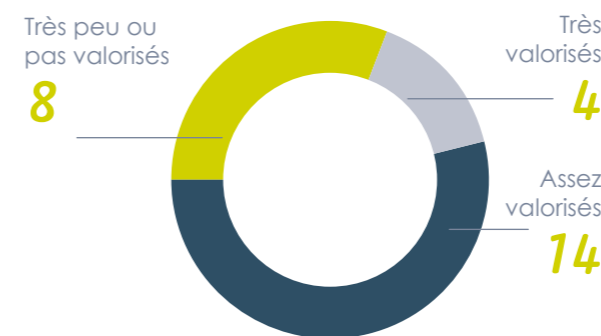
Critères de décision des acheteurs

Parmi 8 critères soumis (Prix de la tonne, co-bénéfices, certification, âge et nature du projet, localisation du projet, transparence dans le suivi des crédits, transparence dans l'utilisation des revenus), voici les trois qui ressortent comme étant les plus déterminants aux yeux des 26 opérateurs ayant répondu à cette question :

Pour une majorité d'opérateurs, l'élément déterminant pour les financeurs dans le choix des crédits reste le prix de la tonne, juste devant celui de la localisation du projet. Mais les co-bénéfices, qui se situent en 3e position, apparaissent comme un déterminant de plus en plus important, parfois une condition sine qua non à l'achat des crédits



Prise en compte des co-bénéfices des projets

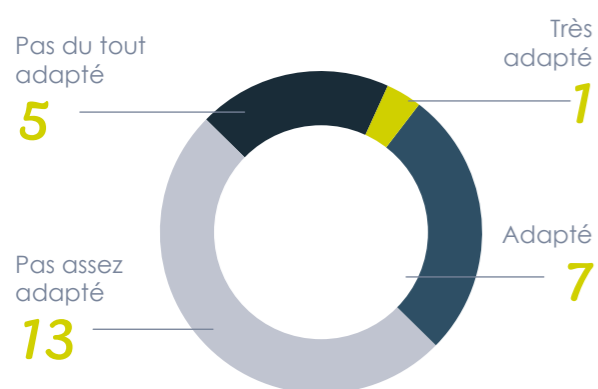


En cohérence avec la question précédente, les répondants considérant que les co-bénéfices sont assez ou très valorisés sont plus nombreux que l'an dernier. Cependant, les commentaires font ressortir le fait que, si apporter un ou plusieurs co-bénéfices apparaît de plus en plus important dans la dynamique de commercialisation, en revanche cela n'agit souvent qu'à la marge sur le prix du crédit vendu. Ce sont ainsi avant tout la localisation de l'initiative, et la capacité à démontrer la réduction ou la séquestration de carbone, qui demeurent encore les déterminants essentiels de valorisation d'un projet.

* Tiré de Net Zero Initiative - Un référentiel pour une neutralité carbone collective, Carbone 4, Avril 2020

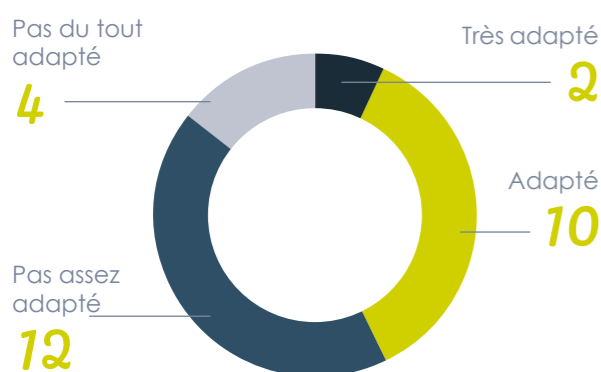
Le Label bas-carbone

Le Label bas-carbone pour les porteurs de projets



Le Label bas-carbone est globalement considéré comme adapté en termes scientifique et opérationnel aux projets déployés, bien qu'il nécessite souvent un accompagnement des porteurs. Des réserves sont exprimées en revanche concernant son déploiement à large échelle, notamment : la durée à partir de laquelle les réductions d'émissions peuvent être comptabilisées (5 ans), l'absence de méthodes pour plusieurs types d'activités - même s'il faut souligner que de nombreuses nouvelles méthodes sont en cours de développement. Le manque de formation et de disponibilité des instances locales d'instruction est également évoqué comme un obstacle récurrent sur le terrain.

Le Label bas-carbone pour les financeurs



Pour une part importante des financeurs, le Label bas-carbone soulève à ce stade des réserves. Parmi-celles-ci, l'interdiction de recourir au marché secondaire est perçue par plusieurs acteurs comme un frein à la mutualisation et donc à la montée en puissance du mécanisme. En outre, le fait qu'il ne s'agisse pas à proprement parler de « crédits carbone » (avec le système de propriété transférable qui leur est associé), est aussi considéré par plusieurs acteurs comme limitant la fluidité du marché. Certains évoquent enfin les principes d'audit retenus, qui repousseraient trop loin dans le temps le contrôle effectifs des résultats des projets, ce que les opérateurs peuvent peiner à justifier auprès des acheteurs.

Malgré les contraintes exposées ci-dessus, le Label semble réellement rejoindre une attente du marché, puisque l'offre est jugée trop limitée par rapport à la forte demande des financeurs. Certains indiquent d'ailleurs que ces modalités exigeantes sont aussi un gage de rigueur pour le Label.

Un point positif cependant exprimé est que le Label permet des rémunérations importantes pour les projets qui peuvent s'en réclamer.

Temporalité des projets

Hors Label bas-carbone, il faut en moyenne **15 mois** entre le dépôt d'un projet et les premiers crédits qu'il génère. Ce chiffre dissimule néanmoins de grandes disparités entre des processus très rapides, notamment dans le cas d'une certification interne, et d'autres s'étalant sur plusieurs années. Ces durées sont souvent perçues comme trop longues, les raisons évoquées comprenant le manque d'auditeurs indépendants et de ressources humaines de manière générale.

Structures participantes

Pour plus de détails sur les opérateurs français de la compensation carbone (offres, zones couvertes et type de projets pris en charge), rendez-vous sur notre [annuaire en ligne](#).

Vous vendez des crédits carbone et souhaitez participer à notre prochain état des lieux ? Contactez-nous par mail à l'adresse contact@info-cc.com

Conclusion

La nécessité de réaliser un état des lieux de la compensation carbone volontaire en France a émergé de nombreux échanges avec des entreprises et des porteurs de projets manquant de visibilité sur l'état du marché.

Il est en effet parfois difficile de s'y retrouver dans l'écosystème de la compensation / contribution carbone, regroupant de nombreux opérateurs, labels et types de projets divers. Pour plus d'information sur le fonctionnement de ce marché, ainsi que sur les différents cadres réglementaires et dispositifs de la finance carbone, vous pouvez visiter notre [plateforme Info Compensation Carbone](#).

Attention ! Cette étude n'a pas vocation à être exhaustive sur le nombre de crédits ayant été échangés sur l'année 2022 - l'objectif étant, sur le périmètre des réponses à notre enquête, d'analyser les principales caractéristiques sur les crédits vendus (nature du projet, localisation, certification, prix) et d'en dégager des tendances utiles aux acteurs du marché. Cependant ce questionnaire reste déclaratif et aucune vérification n'a été réalisée sur les données fournies de manière volontaire par les acteurs interrogés. Même si des précautions ont été prises pour éviter le double comptage, un risque demeure étant donné que certaines contributions sont restées incomplètes.

Cet exercice est renouvelé et complété annuellement afin de suivre au mieux les évolutions du marché et des pratiques. Il permet également à la plateforme Info Compensation Carbone d'adapter ses contenus et ses réponses aux besoins de l'écosystème de la finance carbone.

En fonction des tendances émergentes ou de nouveaux types d'acteurs qui pourront être observés (modalités de financement alternatives, initiatives locales...), l'enquête pourra être ultérieurement révisée ou voir son périmètre évoluer - tout en préservant autant que possible la comparabilité des résultats d'une année à l'autre.

Annexes

Données brutes

Ventes de crédits par type de projet

	Nombre tCO ₂	%	Valeur total	%	Prix moyen	Prix min	Prix max
Energies renouvelables	22 177 553	55%	85 461 868	35%	3,85 €	1,56 €	50 €
REDD/REDD+	4 707 750	12%	35 588 668	14%	7,56 €	2,62 €	16 €
Reforestation / Afforestation	6 189 043	15%	58 347 029	24%	9,43 €	1,15 €	309,6 €
Autre	2 607 435	6%	21 760 254	9%	8,35 €	2,45 €	16,2 €
Equipements domestiques	4248 749	11%	37 644 070	15%	8,86 €	3,53 €	25 €
Efficacité énergétique	170 600	0%	1 707 250	1%	10,01 €	10 €	15 €
Agriculture et agroforesterie	113 773	0%	5 079 940	2%	44,65 €	5 €	52 €
Déchets	100 000	0%	300 000	0%	3 €	3 €	3
Total	40 314 903	100%	245 889 080	100%	6,1 €		

Ventes de crédits par zone géographique

	Nombre tCO ₂	%	Valeur total	%	Prix moyen	Prix min	Prix max
Asie	20 534 978	51%	91 915 881	37%	4,48 €	1,90 €	44 €
Amérique du Sud	8 017 636	20%	63 111 652	26%	7,87 €	2,45 €	44 €
Afrique	8 117 707	20%	57 348 089	23%	7,06 €	1,15 €	27 €
Europe (hors France)	816 682	2%	3 347 239	1%	4,1 €	4,39 €	68 €
France	624 358	2%	21 157 733	9%	33,89	5 €	309,6€
Océanie	1 610 600	4%	5 421 486	2%	3,37 €	39 €	39 €
Amérique centrale	278 784	1%	1 076 117	0%	3,86 €	2,7 €	11,94 €
Amérique du Nord	199 916	0%	1 999 459	1%	10€	10 €	10,01 €
Hors France, pays non précisé	114 242	0%	511 423	0%	4,48	4,48 €	4,48 *
Total	40 314 903	100%	245 889 080	100%	6,1 €		

Ventes de crédits par certification

	Nombre tCO ₂	%	Valeur total	%	Prix moyen	Prix min	Prix max
VERRA	14 591 727	36%	8 5326 581	35%	5,85 €	1,56 €	50 €
Gold Standard	6 598 454	16%	44 453 392	18%	6,74 €	2,35 €	65 €
Clean Development Mechanism	716 502	2%	3 306 794	1%	4,62 €	3 €	48 €
Label Bas Carbone	567 373	1%	18 682 336	8%	32,93 €	8,7 €	309,6 €
Certification propre	49 432	0%	2 179 676	1%	44,09 €	10 €	90 €
Autre	3 679 588	9%	21 599 462	9%	5,87 €	2,45 €	45 €
Non renseigné	14 111 827	35%	70 340 839	29%	4,98 €	0,82 €	0 €
Total	40 314 903	100%	245 889 080	100%	6,1 €		



INFO COMPENSATION CARBONE

GERES - 2, cours Foch
13400 AUBAGNE

Tel. : 04 42 18 31 80

Fax : 04 42 03 01 56

contact@info-cc.com

info-compensation-carbone.com

Titre du document

*Etat des lieux 2022 de la compensation
carbone vue de France*

Rédaction

Jules Olivereau – animateur plateforme
Info Compensation Carbone

Nadia Trainar – responsable du dispositif
Info Compensation Carbone

Mise en page

Patte Blanche